



«En mars et avril, des EMS ont dû utiliser des sacs poubelles comme protection pour les soignants»

23 septembre 2020, par
Annick Chevillot

«La Première vague» est une enquête menée par 14 journalistes de la cellule enquête de Tamedia, au cœur de la crise du coronavirus en Suisse ce printemps. On y voyage dans tout le pays, du laboratoire de Laurent Kaiser à un lac gelé au-dessus d'Engelberg; d'un caveau d'une troupe du Carnaval de Bâle à la mansarde où le maire de Chiasso s'est isolé, ayant lui-même attrapé le virus. On y apprend aussi comment un SMS de Christian Levrat à Alain Berset a été décisif pour faire fermer les écoles du pays. Titus Plattner, l'un des co-auteurs du livre paru aux Editions Slatkine, revient sur l'utilité d'un tel ouvrage, alors que l'épidémie n'est pas terminée.

Heidi.news – A quoi ça sert de revenir sur la première vague de l'épidémie en Suisse?

Titus Plattner – Les articles dans les médias ont une durée de vie extrêmement brève. Même les articles de fonds. Avec ce livre, nous pouvons aller bien au-delà de ce que le journalisme au quotidien peut apporter. Cette période a eu tellement d'impact sur la vie des habitantes et habitants de ce pays qu'il nous a paru nécessaire de consigner ce qui s'est passé dans une chronique, en prenant un maximum d'angles très différents. Nous avons cherché à expliquer comment les décisions qui continuent de bouleverser nos vies ont été prises. Les souffrances que le virus a causées, en Suisse aussi. Et comment une catastrophe majeure a été évitée.

On y découvre la manière dont les autorités fédérales ont traité l'urgence. Certaines décisions ont été prises en dix minutes, notamment la fermeture des écoles. Un SMS de Christian Levrat à Alain Berset a été déterminant. D'autres exemples de ce type foisonnent. En quoi c'est utile d'avoir accès à ces détails?

Au-delà de l'enquête très factuelle, basée sur de nombreux documents, nous avons aussi voulu montrer l'humain qu'est aussi chaque acteur. Qu'un conseiller fédéral peut être dans un état d'épuisement absolu, qu'il a des doutes, qu'il a une vie de famille. Que l'infirmière cheffe des soins intensifs de la clinique de Moncucco, au Tessin, n'est pas seulement une grande professionnelle dans son domaine, mais qu'elle a des parents âgés et qu'elle s'inquiète pour eux. Qu'un jeune soldat peut à la fois avoir honte face à l'absurdité d'une situation et en même temps être fier de servir son pays. Ce genre de détails est révélateur et démystifie l'exercice du pouvoir.

On y découvre également que la relation entre Alain Berset et Daniel Koch, ex-Monsieur coronavirus, n'a pas été si bonne... Que retirer de cette constatation?

C'est peut-être l'une des plus grandes incompréhensions de la première phase de cette crise: chez certains acteurs, comme Daniel Koch, le médecin cantonal vaudois Karim Boubaker ou le professeur Didier Pittet à Genève – mais ils ne sont de loin pas les seuls –, on a pu sentir une certaine forme de paternalisme. Même s'ils ne l'ont jamais exprimé de façon aussi crue, ils avaient la conviction de savoir ce qu'il faut faire et que toute vérité n'était pas bonne à dire. La communication autour de l'utilité et l'efficacité des masques d'hygiène a ainsi été largement dictée par l'état des stocks plutôt que par des considérations scientifiques. Je crois qu'en 2020, à l'heure où l'accès à l'information ainsi qu'à la parole s'est démocratisé, il n'est plus possible que quelques-uns décident de dire des demi-vérités. Même si cela part d'une bonne intention.

Dans un certain sens, Alain Berset l'a probablement senti et a poussé l'Office fédéral de la santé publique à changer. C'est lui qui a été le moteur du passage, début mars, de la phase d'observation à la phase d'action. Je n'ai pas non plus été surpris que, pour succéder à Daniel Koch qui partait à la retraite, le conseiller fédéral soit allé chercher Stefan Kuster, un jeune professeur de 42 ans, plutôt que d'opter pour l'un des adjoints du chef de section Daniel Koch.



Un des points noirs soulevés par le livre est la gestion des EMS. Peut-on en tirer une leçon, et laquelle, à l'heure où l'épidémie reprend?

Certains EMS, leurs résidents et leur personnel, ont littéralement été livrés à eux-même. Dans notre livre, nous décrivons par exemple le drame qui s'est joué dans un EMS près de Glaris, où plus personne n'osait rentrer: pas même le médecin responsable, ni le pasteur. Sur 18 résidents malades du Covid-19, 11 sont morts. Pour leur apporter un peu de réconfort lors de leurs derniers instants, il n'y avait plus que deux soignantes surmenées... et deux chats de l'EMS. Cela ne doit plus arriver. Il faut trouver un équilibre entre sécurité sanitaire et humanité.

En mars et avril, certains EMS ont dû utiliser des sacs poubelles comme protection pour les soignants. Ou ont dû demander de réutiliser des masques d'hygiène, en principe à usage unique. Ces problèmes matériels sont heureusement résolus. Mais on le voit déjà, le virus s'installe à nouveau dans certains EMS et il est extrêmement difficile de l'en faire sortir. Les cantons qui ont le mieux réussi à protéger les plus anciens sont ceux qui ont agi vite et fort: en testant tout le personnel et tous les résidents plusieurs fois si nécessaire. Et en séparant strictement les personnes infectées des autres. En faisant appel à la protection civile si nécessaire.

Une autre surprise du livre, c'est la dissension au sein de l'équipe de scientifiques qui a conseillé le Conseil fédéral. Cela n'a certainement pas aidé le politique à prendre des décisions...

La science avance par itérations et à travers le débat. Il y a parfois eu et il y aura encore des désaccords, mais toujours appuyés sur des données et des faits. En mettant en place la task force scientifique, Alain Berset a, je crois, cherché à se doter d'une voix alternative à celle des spécialistes de l'OFSP. Il a aussi accepté que, dès le départ, les policy briefs soient publiés de façon transparente sur internet. Cette transparence est essentielle pour faire avancer la science. Au sein de l'administration, avec sa structure hiérarchique, il est presque inévitable que les voix discordantes soient étouffées.

A la lumière du travail de la cellule enquête de Tamedia, estimez-vous que la première vague a été gérée de manière concluante?

Lorsque j'en parlais avec des collègues à l'étranger, aux Etats-Unis, au Brésil ou en Inde par exemple, il y avait quelque chose de ridicule à vouloir décortiquer la gestion de la pandémie en Suisse. Nous vivons dans un pays absolument privilégié, la létalité du Covid-19 est l'une des plus basses au monde et les mesures de soutien à l'économie sont probablement sans égal, que ce soit dans leur intensité ou dans leur rapidité.

Et pourtant, il y a tout de même beaucoup de choses qui n'ont pas fonctionné comme elles auraient dû. Les recommandations sur les stocks de masques ont été ignorées par la plupart des cantons; les réserves fédérales d'alcool pour produire de la solution désinfectante ont été supprimées en raison de considérations économiques à courte-vue; les pharmacies des différents hôpitaux de Suisse se sont livrées une concurrence pour l'achat de telle ou telle substance, ce qui a conduit localement à des pénuries qui auraient pu être évitées. Le cantonalisme a été un frein. Au niveau de la gestion des données épidémiologiques sur le nombre de cas – cruciales pour la prise de décision – certaines informations avaient jusqu'à 72 heures de retard. Dans un pays qui se veut le champion de la numérisation, ce n'est évidemment pas acceptable.

Quelles leçons peut-on tirer de ces six mois de crise?

L'un des choses les plus importantes, face à cette pandémie, c'est la rapidité avec laquelle on agit. Au lieu de chercher à arriver avec une solution parfaite – ce qui est une manière «très suisse» d'agir – il vaut mieux avancer vite. Quitte à corriger le tir et admettre des erreurs s'il y en a. On le voit actuellement: Vaud et Berne, deux des cantons qui ont le plus tardé à prendre de nouvelles mesures, connaissent la croissance la plus rapide de leur



épidémie, avec 10 personnes qui infectent en moyenne 13 ou 14 autres personnes contre 11 en moyenne nationale.



Couverture du livre «La Première vague», Ed. Slatkine.